

HISTOIRE, THEME 3

LA TROISIEME REPUBLIQUE AVANT 1914 : UN REGIME POLITIQUE, UN EMPIRE COLONIAL

CHAPITRE 1 : LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET REPUBLICAIN

I. L'affirmation progressive du nouveau régime républicain

A. Des institutions qui se mettent en place peu à peu dans un contexte particulier

1) Une nouvelle république fait face à de nombreux dangers dès sa naissance

L'ennemi prussien : **DIAPO 4** : En septembre 1870, le second Empire est renversé alors que l'empereur Napoléon III est fait prisonnier par les Prussiens à Sedan et la **République est proclamée à Paris le 4 septembre 1870** (1 p.152).

DIAPO 5 : Toutefois, **Paris est vite assiégée** par l'ennemi et le « gouvernement de défense nationale » est contraint de fuir. Gambetta, ministre de l'intérieur, quitte Paris en ballon pour organiser la résistance depuis Tours (3 p.152) puis Bordeaux, mais c'est un échec et **l'armistice est signé le 28 janvier 1871** tandis que Paris est affamé.

Les royalistes : **DIAPO 6** : Toutefois, les Allemands ne veulent signer un traité de paix définitif qu'avec un gouvernement légitime (et non provisoire), d'où **l'organisation d'élections début février 1871**. Elles se font dans ce **contexte de guerre très particulier**, et une **confusion** existe dans le choix que doivent faire les Français : s'agit-il de choisir leur nouveau régime politique ou de désigner ceux qui traiteront avec les Allemands ? Les **monarchistes font campagne pour la paix**, tandis que les républicains sont associés à la poursuite de la lutte contre les Prussiens et à la révolution : les monarchistes **l'emportent largement, avec environ 400 élus, contre 220 députés républicains** (4 p.153). **Adolphe Thiers est placé à la tête du gouvernement**. Il signe une paix aux conditions très dures avec l'Allemagne : la France doit payer de lourdes indemnités de guerre et surtout perd la plus grande partie de l'Alsace ainsi que la moitié de la Lorraine.

L'extrême-gauche et la Commune de Paris : Ce traité de paix est vu comme une trahison par les républicains patriotes et le retour au pouvoir des monarchistes est intolérable : l'extrême-gauche (républicains radicaux, « rouges ») provoque des **insurrections** (petites révolutions) dans les grandes villes et notamment Paris. Le **26 mars, les Parisiens élisent leur propre gouvernement : c'est la Commune de Paris**.

DIAPO 7 : [dossier p.154-155](#) + **VIDEO Karambolage (Arte) sur la Commune de Paris** : <https://www.arte.tv/fr/videos/088562-000-A/karambolage-l-histoire-la-commune-de-paris/> (à partir de 20'')

1- Les causes

a- Causes profondes

- Nouveau gouvernement français monarchiste
- Trahison et humiliation suite au traité de paix avec les Allemands : défilé des vainqueurs sur les Champs Elysées, perte de l'Alsace et la Lorraine et énormes indemnités de guerre à payer qui conduisent à des mesures qui augmentent la pauvreté
- Parisiens : mentalité de révolutionnaires suite au siège prussien et ils ont gardé leurs fusils et 300 canons

b- Etincelle qui met le feu aux poudres : le 18 mars, Thiers, chef du gouvernement, envoie l'armée récupérer les canons stockés sur la butte Montmartre ; le peuple parisien s'y rend pour s'y opposer et les soldats refusent d'obéir aux ordres et de tirer sur la foule. Des barricades se dressent dans la ville.

⇒ Le gouvernement quitte Paris pour Versailles ; de nombreux bourgeois fuient

2- La Commune de Paris

a- Ses organisateurs et partisans

- Organisation d'élections : victoire de l'extrême-gauche (républicains, socialistes, anarchistes). Les élus sont ouvriers, journalistes, artistes, avocats,...

- La Commune de Paris est proclamée le 26 mars.
- Ses partisans sont appelés fédérés ou communards.
- Rôle important des femmes (exemple de Louise Michel) et aussi de militants étrangers

b- Les principales mesures

- Réquisition des ateliers de production : gérés par les ouvriers eux-mêmes
- Gratuité des loyers
- Justice gratuite
- Ecole obligatoire, gratuite, laïque et salaire des instituteurs doublé
- Mesures anticléricales : clubs de discussion dans les églises
- Volonté de mettre en place une démocratie directe (participation directe aux prises de décision sans élection de représentants)

3- La défaite

DIAPO 8 : Combats dès le 2 avril ; surtout à partir du 21 mai : semaine sanglante menée par les Versaillais et 130 000 soldats
Répression très sévère

Incendie par les communards de plusieurs monuments de Paris : palais des Tuileries, palais de justice...

147 communards fusillés au Père Lachaise, lieu du dernier combat (« mur des fédérés »)

Les dernières barricades tombent le 28 mai : c'est la fin de la Commune

Bilan : 10 à 20 000 Parisiens morts au combat ; 43 000 subissent des représailles (emprisonnés, déportés en Nouvelle Calédonie, exil)

- 72 jours mais mémoire forte, mythe fondateur de l'extrême-gauche ; 1^{ère} expérience de dictature du prolétariat selon Marx et Engels ; origine de chants révolutionnaires « L'Internationale » et « Le temps des cerises »

2) Les divisions entre royalistes empêchent la restauration de la monarchie

DIAPO 9 : 1 p.156 : Ainsi, la France devient une république dirigée par des royalistes, situation bien étrange qui s'explique par la **division de ces derniers entre légitimistes et orléanistes** qui n'arrivent pas à s'entendre sur la personne à placer sur le trône : les légitimistes soutiennent le retour au pouvoir du **comte de Chambord**, petit-fils de Charles X qui rêve d'une restauration selon le mode d'avant 1789 et les orléanistes qui ont pour candidat au trône **le comte de Paris**, petit-fils de Louis-Philippe, qui est plus libéral. Même si le comte de Paris prête d'abord allégeance au comte de Chambord en 1873, ce dernier ne monte pas sur le trône en raison de son intransigeance. Il refuse d'abandonner le drapeau blanc de la royauté au profit du drapeau tricolore, ce qui conduit à l'annulation de leur accord. **Finalement, le maréchal légitimiste Mac Mahon est élu président de la République par la chambre des députés, dans l'attente d'une solution, car à ce moment-là, la France n'a pas encore de véritables institutions.** Mac Mahon met en place une politique très conservatrice fondée sur un programme d'« Ordre moral ».

3) L'affirmation de la République

DIAPO 10 : Une partie des monarchistes, dans la lignée de Thiers, **fini par se rallier aux républicains modérés** qui se détachent quant à eux de la Commune (on les nomme les opportunistes) en faveur d'un régime républicain conservateur. C'est ainsi qu'est voté le **30 janvier 1875 l'amendement Wallon, un texte qui institue définitivement la République.** D'autres lois constitutionnelles sont ensuite votées, compromis entre orléanistes et opportunistes. **2 p.156**

4 p.157 : Les élections sont progressivement favorables aux républicains : dès 1876, ils sont majoritaires à la chambre des députés, et le sont encore après les élections de 1877 organisées suite à la dissolution de l'Assemblée par Mac Mahon. En **janvier 1879, ils l'emportent également au Sénat**, ce qui entraîne la démission de Mac Mahon et **l'élection du républicain Jules Grévy à la présidence de la République.** La République est enfin tenue par des républicains !

La III^e République est un **régime parlementaire** :

- **Le rôle du président est effacé** ; il possède le droit de dissolution mais ne l'utilise pas.
- **La Chambre des députés**, seule institution élue au suffrage universel direct (donc elle en retire plus de légitimité) est le **centre incontesté de la vie politique**. Avec le Sénat, elle vote les lois, investit et contrôle le gouvernement qu'elle peut renverser (**Régime parlementaire : régime dans lequel le gouvernement est responsable devant l'Assemblée qui peut le renverser**).

B. Le rite démocratique se construit autour de pratiques dont les femmes sont exclues

1) Le rite démocratique

Si le suffrage universel a été proclamé en 1848, il a toutefois perdu une grande partie de sa signification sous le IInd Empire (cf. thème précédent). C'est seulement avec le retour de la République en 1870 et surtout à partir de 1879, lorsque la République revient aux mains des Républicains, que le suffrage universel prend à nouveau son sens.

DIAPO 12 : Tableau *Le suffrage universel*

✓ **Que nous apprend ce tableau sur les pratiques du vote ?**

- Seuls les hommes votent (fillette : femmes exclues)
- Bien habillés : sérieux et solennité du moment
- Pas d'isoloir mais une urne et une liste des électeurs (émargement) = mise en place de pratiques
- Symboles républicains : drapeau, Marianne
- Discussions : on commence à se faire une opinion politique

La pratique se construit progressivement avec par exemple **l'introduction du vote secret en 1913 (isoloir)**.

Chaque électeur a une **carte électorale**.

A partir de la loi du 4 mars **1882**, **les maires ne sont plus nommés par les préfets mais élus par les conseils municipaux** (à l'exception de Paris, en raison de la mémoire de la Commune) : cela entraîne véritablement une politisation progressive des campagnes.

2) **L'apparition plus tardive des partis politiques**

La loi de 1901 qui autorise la création d'associations permet la naissance de partis politiques modernes.

A gauche, les radicaux dominent ; **le Parti radical**, créé en 1901, est un des plus importants partis politiques français. Clemenceau est un des principaux dirigeants du radicalisme. L'essentiel du programme radical repose sur la séparation des Églises et de l'État (votée en 1905) et l'impôt sur le revenu (voté en 1914).

La **SFIO** est créée en **1905** et rassemble les socialistes, sous la direction de Jean Jaurès.

A droite, les conservateurs, sont moins bien organisés.

3) **Les femmes restent exclues de la vie politique**

DIAPO 13 : Dossier p.166-167

<https://www.franceinter.fr/emissions/il-etait-une-femme/il-etait-une-femme-30-septembre-2018>

Hubertine Auclert, la « suffragette française », est la 1^{ère} femme à employer le terme de « féministe ».

Ses actions pour obtenir l'égalité politique des femmes sont multiples :

- Elle adhère à l'association des droits des femmes, utilise des pétitions, la presse (Victor Hugo la fait rentrer au journal *L'Avenir des femmes*) pour diffuser ses idées
- Elle lance la grève de l'impôt en 1880, puis du recensement en 1910
- Elle brise une urne lors des élections municipales de 1908
- Elle se présente aux élections législatives de 1880 et de 1910 (mais sa candidature est annulée)
- Elle se bat pour la féminisation de la langue

✓ **A partir des documents 1 p.166 et 4 p.167, retrouvez quels étaient les arguments en faveur et en défaveur du droit de vote des femmes.**

EN FAVEUR DU VOTE DES FEMMES	CONTRE LE VOTE DES FEMMES
Pour l'égalité avec les hommes Pour l'amélioration du sort de la femme Pour lutter contre les vices masculins ou ce que les hommes permettent (l'immoralité, l'alcoolisme, la guerre, la misère) Pour la défense de la famille, protéger les mères	La femme est faite pour la vie famille, pour être mère et épouse et non pour la vie publique : la vie politique la « compromettrait », lui ferait « oublier ses devoirs », amoindrirait « la légitime influence » du « père de famille » La femme a moins de capacité que l'homme pour la vie politique (pas de « modération de langage », pas de « netteté des conceptions », « peu de maturité d'esprit »)

C. **L'affirmation de valeurs et libertés fondamentales**1) **Les valeurs républicaines**

Les Républicains, même s'ils ne sont pas révolutionnaires pour leur grande majorité, se réclament de la Révolution Française, qui symbolise pour eux la victoire des libertés et des droits de l'Homme contre l'Ancien Régime et son premier soutien, l'Église catholique.

La devise « liberté, égalité, fraternité » énonce les principales valeurs défendues par la République, auxquelles on peut ajouter **la démocratie, le progrès ou encore pour beaucoup la laïcité**.

2) **L'affirmation des grandes libertés**

DIAPO 15 : Des « lois républicaines » garantissent ce qu'ils considèrent comme des droits fondamentaux dans une démocratie libérale : dossier p.158-159

- **Le droit de propriété, le droit d'entreprendre et celui de travailler** = Ces principes leur permettent de rallier à eux une partie de la bourgeoisie, laquelle se rend compte que le système républicain ne remet pas en cause sa prédominance ni ses valeurs dans le cadre de la société industrielle

- Les libertés publiques sont élargies : **les lois de 1881** reconnaissent **la liberté de la presse et celle des réunions publiques**.
- En **1884**, **les syndicats peuvent se constituer librement** – le premier à se constituer est la Confédération générale du travail (CGT). Cette loi permet la création d'associations ouvrières qui appuient les revendications des travailleurs au moment où, dix ans après la Commune, les mouvements ouvriers se réorganisent.
- En **1901**, apparaît **la liberté d'association**. **La République reconnaît donc la pluralité des opinions** (existence de plusieurs partis politiques, d'associations qui peuvent défendre leurs idées).

II. Faire aimer la République

A. La République diffuse ses symboles

DIAPO 17 : Estampe « Défilé des collégiens place de la République »

- Symboles républicains : drapeau, bonnet phrygien, marseillaise, RF, statue de la République (Marianne)
- Moment de fête et de rassemblement
- Destiné surtout aux enfants : éducation
- Le **14 juillet** (célèbre la rupture révolutionnaire de la prise de la Bastille du 14 juillet 1789 et l'unité de la nation avec la Fête de la Fédération du 14 juillet 1790) fête nationale depuis 1880 = des manifestations se mettent progressivement en place : revue des troupes par le président de la République, cérémonies officielles et fêtes populaires.

DIAPO 18 + dossier p.162-163 : A l'heure où la France pleure l'Alsace-Lorraine, « Le chant de guerre pour l'armée du Rhin », alias **la Marseillaise, est choisie comme hymne national**. Interdite en 1815, elle était restée le chant de ralliement des Républicains.

Le **drapeau tricolore** est confirmé comme emblème officiel.

La devise : « **Liberté, égalité, fraternité** », est présente sur toutes les façades des mairies.

Marianne : cette figure féminine dotée des allégories de la liberté (bonnet phrygien, flambeau) devient l'image officielle de la République. Elle est représentée de différentes façons : Marianne **conquérante** (Debray) ou **triomphante** (Injalbert). Marianne est **omniprésente** : timbres, buste dans les mairies, monnaie... **1 p.302**

DIAPO 19 : Le Panthéon devient un monument laïc, qui accueille les grands hommes de la République, à partir des funérailles de Victor Hugo (1885) (fronton : « Aux grands hommes, la patrie reconnaissante »).

Dossier p.164-165 : les funérailles de Victor Hugo

⇒ **Ces symboles sont omniprésents dans l'espace (école, mairie, statues...) et notamment lors des fêtes. Le nouveau régime s'impose donc dans la vie des Français.**

B. Le chemin de fer, outil de circulation des hommes et des idées

DIAPO 21 : L'ensemble du territoire est parcouru par le réseau ferré : sont reliées les grandes villes régionales mais aussi les villes secondaires, et de plus en plus les campagnes. En plus d'un raccourcissement des distances, cela permet une **facilitation des communications**.

DIAPO 22 : En conséquence on observe une **diffusion de plus en plus large de la presse**, les Français savent désormais ce qu'il se passe à Paris. La presse imprimée connaît alors une **sorte d'âge d'or sous la III^e République**. Les titres et les tirages sont très importants. Grâce à des progrès techniques majeurs comme les rotatives, le prix du quotidien diminue. Le pouvoir de la presse est tel que des campagnes de presse peuvent déstabiliser un gouvernement.

De leur côté, **les élus ont un retour plus rapide de la population**.

Cela contribue grandement à la **formation d'une opinion publique (ensemble de convictions politiques et sociales d'une population)**.

C. L'école et l'armée au service de la République

1) L'école de la République pour tous

DIAPO 24 + Dossier p. 160-161 : L'école au service de la République

I- Une école gratuite, laïque et obligatoire pour tous

- 1) Le principe d'égalité : la loi de gratuité scolaire de 1881 et d'obligation en 1882 mettent tous les enfants français à égalité, quand les plus pauvres étaient désavantagés jusque là
- 2) Le principe de laïcité : l'école publique devient laïque en 1881, alors que depuis l'Ancien Régime l'enseignement était très souvent assuré par des congrégations religieuses ; des écoles normales publiques formant des instituteurs (surnommés « hussards noirs de la République ») sont créées

II- L'enseignement des valeurs et symboles républicains

- 1) Des symboles partout présents : devise sur le bâtiment commun mairie/école, buste de Marianne dans la salle de classe ; apprentissage de la Marseillaise, présence du drapeau dessin de Marianne, etc.

- 2) Le discours de Ferry aux instituteurs comme les travaux d'élèves et la caricature témoignent de l'enseignement des valeurs républicaines : patriotisme, amour de la liberté et de l'égalité, la République, la démocratie

III- De la propagande ?

- 1) Le discours de Ferry dit bien aux instituteurs de « faire aimer la révolution et la république » aux enfants : à l'heure de la liberté d'opinion et de la démocratie, cette ambition est critiquable.
- 2) Les travaux d'élèves montrent un certain endoctrinement : « je veux me rendre fort et agile pour la [ma patrie] défendre au besoin » (idée de la reconquête de l'Alsace-Lorraine) ; « il faudrait que la belle devise dont nous nous honorons fût celle du monde entier » (république universelle)

A RETENIR

1881-82 : L'école est rendue gratuite, laïque puis obligatoire de 6 à 13 ans, à l'initiative de Jules Ferry.

Ces mesures devaient permettre aux enfants de toutes les couches sociales de recevoir une instruction. Auparavant, la plupart des enfants fréquentaient déjà l'école mais de façon moins assidue, surtout par exemple au moment des travaux des champs. Ces lois luttent aussi contre l'influence de l'Église qui tenait une grande place dans l'instruction depuis les XVI-XVIIe s. (ouverture des premiers lycées par les jésuites).

La scolarisation des filles progresse, notamment en 1880 avec la loi de Camille Sée qui permet la création des premiers lycées de jeunes filles. **Mais celles-ci ne suivent pas le même enseignement que les garçons.**

L'enseignement secondaire reste payant et donc réservé à une élite.

L'Etat met en place des établissements publics gratuits pour former des instituteurs selon ses désirs. On les surnomme les « hussards noirs de la République » (comme s'ils étaient ses guerriers).

Faire aimer la République est un devoir explicite de l'instituteur : « comment n'aimeriez-vous pas et ne feriez-vous pas aimer la Révolution et la République » dit Jules Ferry aux instituteurs.

Les écoles sont souvent installées de part et d'autre de la mairie, bâtiment de la démocratie locale (élection des conseillers municipaux) et porteur des symboles républicains (RF, souvent la devise, le drapeau, Marianne)

Enseignements donnés : « l'instruction morale et civique » ; puis langue, culture, histoire et géographie françaises ; « exercices militaires pour les garçons »

Enseignement du patriotisme, de l'unité de la nation et des territoires nationaux à travers l'histoire et l'instruction morale et civique

L'école sert également à augmenter la cohésion nationale : les jeunes Français y apprennent la langue commune, qui se substitue aux patois locaux. Ils y acquièrent également des connaissances fondamentales communes à tous (ex : histoire de France). Elle apprend aux enfants l'amour de la patrie.

DIAPLO 25 : Ex : Le tour de France par deux enfants, un manuel pour faire des petits républicains :

Début du récit : deux jeunes frères quittent la Lorraine après son annexion par l'Allemagne et retournent en France. Ils parcourent le pays et le découvrent à la fois d'un point de vue historique et géographique, économique, social, politique...

= Cet ouvrage qui a connu un succès éditorial inouï a été lu (par partie au moins) par tous les enfants de cette génération et a contribué à enraciner la culture républicaine et la volonté de vengeance vis-à-vis de l'Allemagne.

2) Le rôle de l'armée

La loi de 1889 sur le « service militaire universel » permet aussi le brassage de classes d'âges issues de toutes les régions et de l'ensemble des classes sociales. L'armée, même tenue par des officiers conservateurs, bénéficie du soutien des républicains. Le 14 juillet est d'ailleurs l'occasion, dans chaque ville de garnison, de montrer sa force lors des prises d'armes auxquelles sont associés d'éphémères « bataillons scolaires », groupes d'écoliers âgés de onze à douze ans.

→ **L'école et l'armée sont les deux piliers de la construction républicaine.** Ils sont des **outils pour diffuser et enraciner les valeurs** de ce régime. **Les citoyens se soudent autour de la République et de sa défense.** Ainsi, « citoyen français », « patriote » et « républicain » doivent se superposer.

III. Des contestations encore vives de la République

A. L'impopularité de la République

DIAPLO 28 : La IIIe République subit toutefois une montée d'impopularité liée d'abord à la **crise économique : la Grande Dépression** (1873-96) est la 1^{ère} grande crise économique mondiale née d'un krach boursier à Vienne, en Autriche. **Les difficultés du régime à trouver des solutions suscite des tensions.**

A cela s'ajoutent des scandales qui mêlent des députés. Le plus important est celui du canal de Panama. Le français Ferdinand de Lesseps se rend coupable de corruption d'une centaine de parlementaires et de journalistes pour obtenir

d'avantage de financement pour son projet. L'affaire est révélée en 1892 et conduit aux condamnations de Lesseps et d'Émile Loubet, ministre de l'intérieur (anciennement ministre des travaux publics).

En savoir plus : Président de la Compagnie universelle du canal interocéanique de Panama, Lesseps organise en 1879-1880 deux premières levées de fonds, à travers l'émission d'actions cotées en Bourse, pour financer les travaux. Mais devant les retards et le surcoût considérable du chantier, les titres s'effondrent, menaçant la réalisation du canal. Lesseps lance alors une nouvelle souscription publique, mais une partie de l'argent est utilisée de manière occulte par différents financiers (notamment Jacques de Reinach et Cornélius Herz) pour convaincre divers journalistes de promouvoir le projet, puis pour acheter des parlementaires afin qu'ils débloquent des fonds publics et promulguent des lois sur mesure pour l'émission d'un dernier emprunt en 1888. Des pratiques qui n'empêchèrent pas le dépôt de bilan de la Compagnie et par là la ruine de près de cent mille souscripteurs, en 1889.

Source : <https://histoire-image.org/fr/etudes/scandale-panama>

Ces deux éléments contribuent à discréditer la République ou du moins les députés : se développe un mouvement d'antiparlementarisme.

En savoir plus sur l'antiparlementarisme entre 1789 et 1990 : article de l'historien Michel Winock :

<https://www.lhistoire.fr/les-fran%C3%A7ais-et-la-tentation-antiparlementaire-1789-1990>

B. La contestation au nom d'une conception plus sociale et libérale de la République

L'extrême-gauche accuse la république de n'être pas assez sociale alors que des grèves et manifestations ouvrières sont réprimées.

DIAPO 29 : Ce sont surtout **les anarchistes** qui font entendre leur voix dans les années 1890 : il s'agit d'un **courant révolutionnaire qui refuse toute forme d'autorité politique ou sociale** (devise : « Ni Dieu, ni maître »). Les anarchistes **ont recours à la violence pour promouvoir l'affirmation des libertés individuelles**. Ils sont ainsi à l'origine d'une **série d'attentats dans les années 1890** : Auguste Vaillant fait éclater une bombe dans la **chambre des députés** en décembre 1893, un Italien **assassine le président Sadi Carnot** en juin 1894.

Pour mettre fin à ces violences, le gouvernement fait voter les lois dites scélérates qui limitent les libertés, et notamment la liberté de la presse (interdiction des journaux anarchistes).

En savoir plus sur les lois scélérates : <https://www.retronews.fr/echo-de-presse/2017/11/20/jean-jaures-contre-les-lois-sclerates-anti-anarchistes>

C. La contestation au nom d'une conception plus autoritaire de la République

1) La crise boulangiste (1886-89)

DIAPO 31 : Ministre de la guerre très populaire, le général Boulanger incarne une vision de la République plus autoritaire, antiparlementaire, qui suscite un grand enthousiasme en France à la fin des années 1880, notamment chez les (anciens) royalistes. Il incarne notamment la volonté de revanche contre l'Allemagne. Il est élu plusieurs fois député de manière triomphale, réclame une révision de la constitution et semble sur le point de prendre le pouvoir par la force, mais il renonce et s'exile en Belgique pour éviter d'être arrêté.

Le mouvement d'adhésion qu'il a provoqué est considéré comme une des origines de l'extrême-droite française.

2) L'Affaire Dreyfus (1894-1906)

excellente vidéo qui résume l'Affaire : émission *Karambolage* d'Arte : [youtube.com/watch?v=OMvo2PX4_I0](https://www.youtube.com/watch?v=OMvo2PX4_I0)
[dossier p.172-173](#)

DIAPOS 32 à 36 : En 1894, un officier français alsacien de confession juive, le capitaine Alfred Dreyfus, est accusé d'avoir livré des secrets militaires à l'Allemagne. Malgré son innocence, il est condamné pour trahison, dégradé et déporté en Guyane.

« L'affaire » éclate lorsque le vrai coupable, le commandant Esterhazy, est acquitté par un Conseil de guerre. Émile Zola publie « J'accuse » dans *L'Aurore* (il accuse notamment le ministre de la guerre d'avoir eu entre les mains des preuves de l'innocence de Dreyfus et d'avoir accepté sa condamnation) : il dénonce l'injustice commise au nom de la **raison d'État (intérêt de l'État qui est invoqué pour justifier une action illégale ou injuste)**. Une première pétition d'intellectuels convaincus de l'innocence de Dreyfus circule.

Les partisans de Dreyfus (dreyfusards), comme Clemenceau, Zola ou Jaurès, demandent la révision du procès au nom de la justice, de la liberté et des droits de l'homme. Ils sont pour la plupart intellectuels, républicains et socialistes. Ils défendent une conception de la république libérale.

Ses adversaires, les antidreyfusards, comme Charles Maurras, appartiennent principalement à la droite nationaliste (**nationalisme : idéologie qui exalte la supériorité de la nation et appelle à la lutte contre les « ennemis » extérieurs – les autres nations – et intérieurs – les étrangers, les juifs**) et antisémite. Cette crise grave traduit le rejet de la République et de ses valeurs au nom d'un nationalisme antiparlementaire et antisémite souvent appuyé par l'Eglise catholique en France.

L'opinion publique s'empare de l'Affaire : chacun a son avis et la France se divise entre dreyfusards et antidreyfusards. Des campagnes en faveur et contre Dreyfus diffusent des articles, des affiches, etc.

Dreyfus est finalement gracié, mais n'est réhabilité qu'en 1906.

L'émergence de la Ligue des Droits de l'Homme créée à cette occasion est symbolique de l'émergence de nouveaux acteurs politiques et de nouvelles formes de mobilisation, ainsi que de la volonté affirmée de construire une République qui défend les droits de l'homme (liberté, justice...) proclamés en 1789. Un événement surtout montre que la victoire des dreyfusards est une victoire du modèle républicain : Zola est inhumé au Panthéon, héros de la nation française, de la République.

Cette victoire des dreyfusards confirme le processus d'enracinement de la République. C'est la victoire des républicains contre la menace de la droite nationaliste et des cléricaux. Une des conséquences est la séparation des Eglises et de l'Etat en 1905...

D. La laïcité : un combat des républicains au début du XXe siècle

1) La laïcité est une valeur que les républicains imposent peu à peu

Au début du XXe siècle, les républicains franchissent une nouvelle étape avec la laïcisation plus poussée de l'Etat.

Il s'agit à la fois de mettre en application une valeur qui est essentielle pour beaucoup pour des raisons philosophiques (héritage de la pensée des Lumières) et à la fois de combattre un ennemi politique, puisque l'Eglise catholique a montré combien elle soutenait les adversaires de la république libérale lors des dernières crises et notamment l'Affaire Dreyfus.

Laïcisation : détachement vis-à-vis de la sphère religieuse

Mesures progressives :

1880 : suppression du repos dominical obligatoire

1880 : crucifix ôtés des tribunaux et Dieu des serments judiciaires

1881 : l'école publique devient laïque

1884 : divorce autorisé

1901 : la loi sur les associations soumet les congrégations à une autorisation et permet au gouvernement de contrôler celles qui sont hostiles

1904 : loi interdisant aux congrégations religieuses d'enseigner

2) La séparation des Eglises et de l'Etat (1905)

La loi de séparation des Eglises et de l'Etat en 1905 met fin au **concordat (accord officiel passé entre le Pape et Napoléon Ier qui faisait du catholicisme la religion officielle de la France et le liait au pouvoir)**. Cette loi préserve la liberté de conscience et de culte et proclame l'égalité des religions qui sont reléguées à la sphère privée. L'Eglise catholique ne se voit plus confier de missions de « service public » comme par le passé (écoles et hôpitaux) et n'est donc plus rémunérée ou subventionnée. La loi prévoit que l'inventaire des biens de l'Eglise soient faits pour être ensuite gérés par des associations. Ces inventaires provoquent des heurts.

Lisez le [dossier documentaire p.174-175](#) pour mieux comprendre les arguments en faveur et en défaveur de la loi de 1905 puis analysez les deux caricatures proposées sur la [DIAPO 38](#)

⇒ En dépit de ces oppositions, lorsque la guerre éclate en 1914, les Français sont presque unanimement républicains (même si différentes visions de la République demeurent) et s'engagent tous dans une union sacrée patriote contre l'ennemi commun allemand. Les Républicains ont réussi leur œuvre d'enracinement du régime.